

L'esprit d'autres années 30

Colloque organisé à Rennes les 6 et 7 octobre par le Centre de recherches sur les sociétés et les cultures de l'Ouest européen (Rennes 2) et le Centre de recherches en Histoire du XIX^e siècle (Paris I - Paris IV)

Longtemps délaissé en dehors des études sociales traitant notamment de la violence ou de l'économie rurale, l'examen de la Monarchie de Juillet balbutiante n'est pourtant pas sans intérêt. A rebours, la confiner aux luttes de pouvoir entre factions ou au jeu subtil du souverain relève de l'historiographie la plus classique.

Différentes sinon opposées, ces deux approches se rejoignent pourtant bien souvent en occultant l'exceptionnelle activité réformatrice des années 1832-1835. Volonté réformatrice qui, en toute hypothèse, aurait dû accoucher d'un État moderne et désireux de rompre, aussi bien avec le legs d'Ancien Régime qu'avec l'héritage impérial presque immédiat. De manière isolée, mais convergente, plusieurs historiens ont en effet souligné l'importance des mouvements intellectuels devant prélude aux réformes. Dans le domaine pénitentiaire (J.-G. Petit), judiciaire (F. Chauvaud, J.-C. Farcy), pédagogique (G. Nicolas), médical et hygiéniste (J. Léonard), agraire (J.-L. Mayaud), hospitalier (O. Faure), ecclésiastique (C. Langlois, P. Harismendy), ... il est apparu que Gouvernement ou Assemblées ont multiplié initiatives et enquêtes tendant à élaborer, à partir des toutes récentes physiologies sociales, une nouvelle forme de consultation, et cela afin de disjoindre parole civile et participation civique selon la volonté, toujours ambiguë, d'autoriser la représentation des intérêts.

Avant donc que les années Guizot ne glacent un mouvement déjà devenu inerte avec les années 1837-38, il s'agirait donc de réfléchir aux points suivants :

1 - Généalogies

L'origine du principe réformiste : les racines peuvent venir de B. Constant, comme de la Grande-Bretagne (plus encore que des Etats-Unis exagérément lus selon Tocqueville), sans négliger la Belgique « laboratoire » de l'Europe ou les pays scandinaves. Les débats réforme possible/réforme impossible, nés sous l'Ancien régime, mériteraient à ce titre d'être rappelés pour situer la part d'originalité et les réflexes (y compris rhétoriques).

Une attention toute particulière devrait être également apportée aux incubateurs de la Réforme [en tant que mouvement général de réformes fragmentaires], notamment les cercles

philanthropiques et/ou de contestation de la Restauration finissante. Sans oublier certaines grandes revues à l'aube d'une étrange longévité. L'activité parlementaire ne saurait non plus, être négligée, ni réduite à la seule éloquence.

2 - Inventaires

Où situer les lignes de rupture entre réformisme « officiel » et réformisme utopique, si tant est que les divergences soient aussi importantes qu'on le dit en général ?

Perspectives et apparences

L'activité intellectuelle foisonnante des premières années du régime mérite d'être réévaluée sans s'attacher avec excès aux dissemblances, mais au contraire avec la perspective du dégagement d'un « milieu » clivé par effet de générations davantage que par oppositions fondamentales, comme y autorisent les relectures récentes de l'utopie (M. Riot-Sarcey, A. Picon).

Dans ces conditions, quel inventaire de projets inaboutis dans les années 1832-1835 la recherche historique nous autorise-t-elle aujourd'hui ? Un bilan assez détaillé s'impose pour mettre en lumière les parentés de méthodes, de résultats, d'hypothèses. Outre les domaines auxquels il est brièvement fait allusion plus haut, d'autres secteurs ont sans doute connu ouverture et blocage (Commerce, industrie, armée, police, agriculture, finances [en particulier pour la comptabilité publique et l'imposition, administrations départementale, municipale ...]). Il s'agit de se faire une idée plus précise du bilan, tout en réfléchissant à l'« invention » de Conseils généraux ou Supérieurs (de corps ou d'Administration).

3 - Pratiques

En tête des méthodes employées durant ces années figure la notion d'enquêtes, d'appel aux spécialistes (curieux mélange de compétences et de capacités), mais aussi d'interrogations ou de saisie d'organismes préexistants (cas par exemple des cours d'appel consultées pour un projet de réforme en 1835-1836).

Ces pratiques appellent donc aussi à s'interroger sur la culture administrative de l'enquête, comme l'ont relevé à diverses reprises A. Corbin et dernièrement D. Kalifa, tandis qu'il faudrait questionner en aval les mécanismes de diffusion ou au contraire de rétention de vérités devenant - tout soudain - plus bonnes à dire et qui inaugurent des stratégies de l'information publique d'un genre nouveau.

A l'identique, plusieurs acteurs-clés se dégageront alors peut-être, ce qui permettrait de faire non seulement droit à quelques portraits vigoureux, mais aussi de trancher la question de savoir s'il s'agit là d'un mouvement concerté ou bien d'un esprit du temps qui aurait commandé ces réflexions.

4 - Ruptures

En creux, s'impose la question de savoir pourquoi les modernisation et libéralisation annoncées se sont interrompues alors même que la légitimité du régime semblait assurée. Ce raidissement, prélude à l'immobilisme et à la chute du régime, offre la perspective idéale pour comprendre comment se bloque une société et engendre du ressentiment. Mais prenons garde aux systématismes.

Si tant est que 1848 soit le point ultime de ces crispations - y compris bien sûr pour le droit de suffrage, - les convergences européennes de cet événement peuvent-elles être relues aussi à travers ce même prisme de l'immobilité advenue après des espoirs de réformes ? La tentation analytique passant par un « modèle » est séduisante, mais doit être confirmée/infirmée par comparatismes.

A terme, l'argumentaire de la novation tient-il face aux faits ? Celle-ci n'est-elle pas plutôt réactivation de projets soit largement antérieurs, soit nés dans les dernières années de la Restauration. Ainsi en va-t-il (Pierre Karila-Cohen (L'Etat des esprits. L'administration et la mesure de l'opinion publique sous les monarchies censitaires) des enquêtes d'opinion publique beaucoup plus actives et novatrices en 1814-1818 qu'au lendemain de Juillet, tandis qu'à la fin de la Restauration se multiplient les enquêtes en matière économique, sociale ou morale, sans oublier le projet Neufchateau-Chaptal de "statistique départementale".

Ces questions ne sont pas limitatives, mais sont destinées à susciter réflexions et réactions à un projet de rencontre scientifique (Colloque) qui se tiendra à Rennes à l'automne 2005. Cette rencontre organisée par le Crhisco se fera en partenariat avec le « Centre d'Histoire du XIXe siècle » des universités Paris I - Paris IV.

Programme (sous réserves)

Jeudi 6 octobre 2005

10 h. Ouverture et Présentation du colloque

Filiations

10 h 20 Natalie Petiteau (Avignon, laboratoire TPI) La monarchie de Juillet et l'héritage napoléonien

10 h 40 Benoit Agnès (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris I)
L'inspiration britannique au miroir du National et du Journal des débats (1830-1832)

11 h 00 Jacques-Olivier Boudon (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris IV)
Génération Lamennais. La crise du clergé catholique

11 h 20 Steffen Sammler (Leipzig)
La Saxe, face au défi de l'Allemagne prussifiée (1828-1840)

11 h 40 débat

Déjeuner

Ruptures

14 h 00 Gilles Le Béguec (Paris X)
L'idée de réforme chez les Doctrinaires

14 h 20 Philippe Boutry (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris I)
L'abbé Châtel et la petite Église

14 h 40 Sophie-Anne Leterrier (Arras)
Le « mouvement » et la « résistance » en matière de liturgie

15 h 00 Gilbert Nicolas (Rennes 2)
La généralisation des écoles normales primaires : des innovations au repli (1830-1838).

15 h 20 débat - pause

Mesures

16 h 20 Pierre Karila-Cohen (Rennes 2)

Une utopie : la mesure « scientifique » de l'opinion au début des années 1830

16 h 40 Gabrielle Cadier (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris IV)

La mortalité entre 1829 et 1840 vue à travers les Annales d'hygiène publique et de médecine légale

17 h 00 Florence Bourillon (Paris XII)

Mesurer pour l'impôt : l'évaluation de la richesse foncière urbaine

17 h 20 débat

Vendredi 7 octobre 2005

Candeurs

9 h 00 Eric A nceau (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris IV)

La réforme du régime douanier devant le Parlement (1830-1837)

9 h 20 Vincent Robert (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris I)

Fiscalité directe et indirecte, un débat de réforme de l'impôt

9 h 40 Marie-Cécile Thorat (Grenoble)

Les réformes des années 1830 dans l'administration locale en Isère

10 h 00 : débat - pause

Pratiques

11 h 00 Claude-Isabelle Brelot (Lyon II)

Entre utopies et réformismes : la pratique du don aux communes - d'une multitude de petits dons aux initiatives des élites (1830-1840, Rhône, Loire, Ain, Jura, Doubs, Haute-Saône)

11 h 20 Aurélien Lignereux (Fondation Thiers)

De la Gendarmerie selon la Charte (1832-1835)

11 h 40 : Débat

Déjeuner

Moralités

14 h 00 Frédéric Chauvaud (Poitiers) Droit de punir : manières de châtier et réformes de la justice pénale

14 h 20 Jean-Claude Caron (Clermont-Ferrand II)

Être Républicain en monarchie (1830-1835) : la gestion des paradoxes

14 h 40 Eric Pierre (Angers)
Jeunesse délinquante et réforme pénitentiaire

15 h 00 François Jarrige (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris I)
Les ouvriers parisiens et les « bienfaits » du machinisme au début de la monarchie de Juillet

15 h 20 débat

Héritages

16 h 20 Gwenaël Lamarque (Bordeaux 3)
Le moment Périer : perspectives et réalités (13 mars 1831 - 16 mai 1832)

16 h 40 Débat - Pause

Conclusions du colloque

16 h 00 Bruno Belhoste (Paris X)
Arago et la vie de l'Académie des Sciences dans les années 1830

16 h 00 Jérôme Grondeux (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris IV)
Charles de Rémusat et les années 1830, analyse rétrospective d'un intellectuel en politique
10 h 40 Maïté Bouyssy (Centre d'histoire du XIXe siècle, Paris I)
L'urgence comme élément de l'argumentation politique